

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice

Direction des Affaires Civiles et du Sceau

**Sous-Direction de la Législation civile,
de la Nationalité et de la Procédure**

Bureau de la Nationalité

N° de Tél : 01 44 16 81 40

Circulaire □

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

à

1. - POUR ATTRIBUTION

MESDAMES ET MESSIEURS

LES PRESIDENTS DES TRIBUNAUX D'INSTANCE
LES PRESIDENTS DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE
LES PRESIDENTS DES SECTIONS DETACHEES
LES GREFFIERS EN CHEF DES TRIBUNAUX D'INSTANCE

2. - POUR INFORMATION

MESDAMES ET MESSIEURS

LES PREMIERS PRESIDENTS DES COURS D'APPEL
LES PRESIDENTS DES TRIBUNAUX SUPERIEURS D'APPEL
LES PRESIDENTS DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

MESDAMES ET MESSIEURS

LES PROCUREURS GENERAUX PRES LES COURS D'APPEL
LES PROCUREURS DE LA REPUBLIQUE
PRES LES TRIBUNAUX SUPERIEURS D'APPEL
LES PROCUREURS DE LA REPUBLIQUE
PRES LES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

N° NOR : JUS C 98 20514 C

N° Circulaire : 98/14

Titre détaillé : Application de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité.

Textes sources : Loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité.

Décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif à la manifestation de volonté, aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation ou réintégration, de perte, de déchéance de nationalité, aux décisions de naturalisation ou réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française.

Décret n° 98-720 du 20 août 1998 portant application de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité et relatif aux déclarations, demandes, décisions et mentions en matière de nationalité française.

Décret n° 98-719 du 20 août 1998 relatif à l'information du public en matière de droit de la nationalité.

Publiée : BO

Modalités de diffusion de la circulaire et de ses annexes

Un exemplaire à chaque destinataire pour attribution

Les conditions d'acquisition de la nationalité française par naissance et résidence en France ont été profondément modifiées par **la loi n° 98-170 du 16 mars 1998** (*Journal officiel* du 17 mars 1998).

Cette loi restaure le principe de l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité en faveur des jeunes gens nés en France de parents étrangers et met ainsi fin au régime d'acquisition de cette nationalité par manifestation de volonté institué pour ces personnes par la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993.

Elle assouplit également certaines des conditions de l'acquisition de la nationalité française, notamment à raison du mariage avec un Français.

Elle comporte des dispositions sur les règles d'attribution de la nationalité française, de la preuve et de la perte de cette qualité.

La présente circulaire a pour objet de commenter les principales modifications apportées par la loi nouvelle, de préciser les modalités de son entrée en vigueur ainsi que la mise en oeuvre des mesures transitoires qu'elle prévoit.

Elle précise le décret n° 98-720 du 20 août 1998 portant application de la loi du 16 mars 1998 (*Journal officiel* du 21 août 1998) qui modifie le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993.

Elle organise les conditions dans lesquelles pourront être souscrites les déclarations d'acquisition, de réintégration ou de renonciation à la nationalité française nouvellement créées ou modifiées. Elle met en oeuvre les prescriptions procédurales de la loi en matière de naturalisation. Elle précise en outre les modalités d'apposition en marge des actes de l'état civil et du livret de famille des mentions relatives à la nationalité prévues par les articles 28 et 28-1 du code civil.

Elle rappelle également la mission d'information mise à la charge des tribunaux d'instance par le décret n° 98-719 du 20 août 1998 relatif à l'information du public en matière de droit de la nationalité (*Journal officiel* du 21 août 1998).

I - ENTREE EN VIGUEUR

La loi du 16 mars 1998 entre en vigueur le 1er septembre 1998 à 0 H (article 36). Elle est applicable dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.

Pour déterminer **les modalités d'application dans le temps** de la loi relatives à l'attribution de la nationalité d'origine, vous vous reporterez aux principes énoncés aux articles 17-1 et 17-2 du code civil.

L'article 17-1 dispose que "les lois nouvelles s'appliquent aux personnes encore mineures à la date de leur entrée en vigueur sans préjudicier aux droits acquis par des tiers et sans que la validité des actes passés antérieurement puisse être contestée pour cause de nationalité."

...

L'article 17-2 dispose que "l'acquisition et la perte de la nationalité française sont régies par la loi en vigueur au temps de l'acte ou du fait auquel la loi attache ces effets."

Appliquée à l'acquisition de la nationalité française par naissance et résidence en France, cela signifie que les **nouvelles dispositions** de l'article 21-7 du code civil issues de la loi du 16 mars 1998 **vont régir la situation des enfants nés en France qui atteindront leur majorité à partir du 1er septembre 1998.**

La loi nouvelle a prévu, au titre des **mesures transitoires**, des dispositions spécifiques en faveur des personnes nées en France qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, ont entre 16 et 21 ans. La mise en oeuvre de ces mesures est explicitée au VI de la présente circulaire.

II - REGLES NOUVELLES CONCERNANT L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE FRANCAISE

A. Acquisition de la nationalité française par naissance et résidence en France

1) L'acquisition de la nationalité française s'opère de plein droit à la majorité

1-1 L'article 21-7 nouveau du code civil dispose que l'enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a sa résidence en France et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

Les conditions légales qui déterminent l'acquisition de la nationalité française sont, d'une part, la naissance en France et, d'autre part, la résidence en France à la date de la majorité mais également pendant une période de cinq années.

La résidence s'entend de la présence effective et habituelle de l'intéressé lui-même sur le territoire français à la date ou au cours de la période prise en considération par la loi. C'est un fait pur et simple, étranger à la notion de domicile légal des articles 102 et suivants du code civil.

En pratique, la preuve de la résidence résultera de la production de justificatifs tels que certificats de scolarité, contrats d'apprentissage, attestations de stage, certificats de travail, etc...

L'exigence de résidence est double :

- résidence instantanée et effective en France le jour où l'intéressé atteint sa majorité ;

- résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

Ce qui est nouveau :

- Le stage de cinq années peut être **décompté à partir de l'âge de 11 ans** et non plus dans les cinq années **précédant la majorité**.
- Le stage peut **ne pas être continu** :

Retenir l'âge de onze ans permet de faire coïncider les cinq ans avec la période de scolarisation obligatoire dont la preuve est plus aisée à établir.

La discontinuité admise par le législateur assouplit la rigueur de la condition de résidence habituelle qui ne permettait que de courtes absences à l'étranger (vacances, stage à l'étranger pour les besoins des études). Une interruption du stage entre l'âge de onze ans et l'âge de dix-huit ans est donc possible et l'intéressé peut avoir résidé jusqu'à deux années à l'étranger pendant cette période.

Seul un véritable transfert de la résidence habituelle (retour dans la famille restée au pays, volonté de s'installer à l'étranger par exemple) est susceptible d'interrompre le stage.

Il ne s'agit pas de se limiter à un décompte simplement mathématique de la période de cinq ans. L'accomplissement de ce stage de cinq ans à l'intérieur de la fourchette de sept ans doit être apprécié au cas par cas, en fonction du comportement de chaque personne mineure au cours de la période considérée établissant ou non sa volonté de poursuivre son intégration dans la communauté française.

1-2 La loi nouvelle reprend, en l'adaptant à la réforme du service national résultant de la loi du 28 octobre 1997, la règle ancienne selon laquelle l'incorporation régulière dans les armées françaises en qualité d'engagé du mineur né en France de parents étrangers fait acquérir la nationalité française.

L'incorporation remplace la condition de résidence et l'acquisition de la nationalité française s'opère de plein droit à la date de l'incorporation (art. 21-9 - 2° alinéa du code civil).

1-3 La loi du 16 mars 1998 rappelle, enfin, l'exclusion traditionnelle des enfants de diplomates étrangers du bénéfice de l'acquisition de plein droit de la nationalité française (article 21-10 du code civil).

Cette mesure obéit à un principe de courtoisie internationale qui s'apparente aux privilèges et immunités diplomatiques par lequel un pays s'interdit de réclamer comme son ressortissant l'enfant qui est né sur son sol d'une personne qui s'y trouve pour le service de son propre pays. L'acquisition de la nationalité française doit alors être volontaire.

Conformément à cette règle, l'article 14 de la loi supprime, à l'article 20-5 du code civil, la référence à la manifestation de volonté pour lui substituer la procédure d'acquisition anticipée de la nationalité française par déclaration prévue à l'article 21-11 nouveau du code civil.

2) La faculté de décliner la qualité de Français est rétablie :

2-1 Le nouvel article 21-8 du code civil rétablit la possibilité pour le jeune étranger qui ne souhaite pas acquérir la nationalité française de décliner la qualité de Français.

Afin de ménager un temps de réflexion suffisant à l'intéressé, la loi permet l'exercice de cette faculté dans les six mois qui précèdent la majorité ou dans les douze mois qui la suivent. Cette faculté est assortie d'une réserve tenant à la preuve qu'il possède effectivement une autre nationalité.

2-2 La faculté de décliner se perd si l'intéressé qui remplit les conditions de l'article 21-7 du code civil a contracté un engagement dans les armées françaises (article 21-9 - 1er alinéa du code civil).

2-3 Conformément aux dispositions de l'article 17-3 du code civil, le mineur peut souscrire seul cette déclaration. L'instruction et l'enregistrement de cette déclaration obéissent au régime du droit commun des déclarations de nationalité énoncé aux articles 26 et suivants du code civil et organisé par le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993. Les modalités de souscription de cette déclaration sont précisées à l'article 24-1 du décret du 30 décembre 1993 (article 14 du décret n° 98-720 du 20 août 1998).

Un modèle de déclaration est annexé à la présente circulaire (annexe 1 modèle D21-8 CC).

3) L'acquisition de la nationalité française peut être anticipée par déclaration

L'article 21-11 nouveau du code civil permet à l'enfant mineur né en France de parents étrangers de ne pas attendre sa majorité pour acquérir la nationalité française.

3-1 Dès l'âge de 16 ans, le jeune étranger peut souscrire, sans être ni représenté ni assisté (cf art. 17-3 du code civil), la déclaration d'acquisition anticipée de la nationalité française auprès du juge d'instance.

Pour la recevabilité de sa déclaration, il doit justifier, outre de sa naissance en France, de sa résidence en France au moment de la déclaration et de sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans (s'il a 16 ans, la période de cinq ans sera donc continue. S'il a 17 ans, elle pourra être discontinue).

...

3-2 A partir de l'âge de 13 ans avec le consentement personnel du mineur, la nationalité française peut être demandée par celui ou ceux qui exercent à son égard l'autorité parentale.

Les conditions de recevabilité de la déclaration, qui s'apprécient sur la personne de l'enfant, sont les mêmes que précédemment, la condition de résidence habituelle devant cependant être remplie à partir de l'âge de 8 ans.

Le juge d'instance devra recueillir le consentement personnel du mineur au cours d'un entretien dont il sera dressé procès-verbal.

Pour l'appréciation de la résidence, vous vous reporterez aux précisions apportées ci-dessus en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité française de plein droit à la majorité.

3-3 L'instruction et l'enregistrement des déclarations souscrites en vertu de l'article 21-11 nouveau du code civil obéissent au régime du droit commun des déclarations de nationalité énoncé aux articles 26 et suivants du code civil et organisé par le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993.

Les modalités de souscription de ces déclarations sont précisées par les articles 15-1 et 15-2 du décret du 30 décembre 1993 modifié (article 7 du décret n° 98-720 du 20 août 1998).

Des modèles de déclarations sont annexés à la présente circulaire (annexe 1 modèles D21-11 al. 1 CC et D21-11 al. 2 CC).

B. Acquisition de la nationalité française à raison du mariage avec un Français (article 21-2 du code civil)

La loi du 16 mars 1998 réduit à un an, au lieu de deux, le délai de communauté de vie entre les époux à compter du mariage. La suppression de ce délai en cas de naissance, avant ou après le mariage, d'un enfant commun est maintenue.

Les autres conditions de recevabilité de la déclaration acquisitive de nationalité française à raison du mariage avec un Français sont inchangées. Il en est de même de la procédure d'instruction et d'enregistrement de cette déclaration.

L'article 14 du décret du 30 décembre 1993 est cependant **complété** par l'exigence de la **justification des éventuelles unions antérieures** du déclarant et de leur dissolution, afin de permettre au gouvernement d'exercer le droit d'opposition qui lui est reconnu par l'article 21-4 du code civil (article 4 du décret n° 98-720 du 20 août 1998).

C. Acquisition de la nationalité française à raison de l'adoption simple par un Français (article 21-12 du code civil)

- L'adoption simple n'exerce de plein droit aucun effet sur la nationalité de l'adopté (article 21 du code civil).

...

- L'article 21-12 1er alinéa du code civil accorde à l'enfant qui a fait l'objet d'une telle adoption par un Français la faculté de demander, jusqu'à sa majorité, la qualité de Français par déclaration dans les conditions prévues aux articles 26 et suivants du code civil.

Jusqu'à présent, la recevabilité de cette déclaration était subordonnée à la justification de la résidence en France de l'enfant à l'époque de sa déclaration.

- L'article 7 de la loi du 16 mars 1998 a assoupli la rigueur de cette condition en supprimant l'obligation de résidence lorsque l'enfant a été adopté par une personne de nationalité française n'ayant pas sa résidence habituelle en France.

Dans cette hypothèse, le déclarant devra établir par tous moyens que l'adoptant de nationalité française a sa résidence habituelle à l'étranger. La déclaration acquisitive de nationalité française pourra être reçue par les consuls de France à l'étranger et enregistrée par le Ministre de la Justice.

L'article 16 du décret du 30 décembre 1993 qui précise les pièces à fournir pour ce type de déclaration a été modifié en conséquence par le décret n° 98-720 du 20 août 1998 (article 8).

Si l'adoption a été prononcée à l'étranger, le jugement qui la constate doit, préalablement à la réclamation de nationalité de l'enfant, avoir reçu l'**exequatur en France** (article 16-3° du décret du 30 décembre 1993).

D. Réintégration dans la nationalité française par déclaration (article 24-2 du code civil)

L'article 22 de la loi du 16 mars 1998 modifie la rédaction de l'article 24-2 du code civil afin de permettre aux personnes qui ont perdu la nationalité française à raison de leur mariage avec un étranger ou de l'acquisition par mesure individuelle d'une nationalité étrangère, de réintégrer la nationalité française, qu'elles aient été françaises d'origine ou qu'elles aient acquis cette qualité.

La condition tenant à la qualité de français d'origine est donc supprimée et l'article 19-2° du décret du 30 décembre 1993 qui précisait les pièces à produire pour établir cette condition est modifié (article 10 du décret n° 98-720 du 20 août 1998).

Les autres conditions de recevabilité de cette déclaration de réintégration ne sont pas modifiées.

E. Effet collectif

L'article 11 de la loi du 16 mars 1998 modifie la rédaction de l'article 22-1 du code civil relatif à l'effet collectif, en faveur de l'enfant mineur non marié, de l'acquisition

de la nationalité française par l'un de ses parents. Cet effet joue quel que soit le mode d'acquisition par le parent de la nationalité française (acquisition de plein droit ou acquisition volontaire par déclaration ou par naturalisation).

Le bénéfice de cette disposition reste cependant subordonné à la condition que l'enfant ait la même résidence habituelle que ce parent ou qu'il réside alternativement avec ce parent en cas de séparation ou de divorce.

La résidence habituelle est une notion de fait qui peut se prouver par tous moyens : certificat de scolarité, attestation de services sociaux, justificatifs de versement d'allocations familiales, etc... (voir A 1-1)

En cas de séparation ou de divorce des parents, vous vous livrez à une analyse pragmatique de la situation de l'enfant, tirée à la fois des énonciations de la décision qui a organisé les modalités de la résidence de l'enfant et des justifications produites pour établir le lieu de résidence effective de l'enfant.

La condition de résidence ayant pour objet de garantir, par sa présence auprès du parent qui acquiert la nationalité française, les facultés d'intégration de l'enfant, le bénéfice de cet effet collectif ne pourra être reconnu lorsque cette présence n'est qu'occasionnelle (ex : résidence limitée aux périodes de vacances).

La loi du 16 mars 1998 maintient, par ailleurs, l'exigence, introduite par la loi du 22 juillet 1993, lorsque l'acquisition de la nationalité française par le parent résulte d'une naturalisation ou d'une déclaration de nationalité, de la mention du nom de l'enfant dans le décret ou la déclaration.

Vous ne pourrez donc mentionner, dans toutes les déclarations de nationalité, les enfants destinés à bénéficier de l'effet collectif que si leur état civil est précisé et que si la résidence habituelle ou alternative (en cas de séparation ou de divorce) avec le déclarant est établie.

A cet effet, vous inviterez celui-ci à indiquer très précisément l'état civil de ses enfants qui résident habituellement ou alternativement avec lui et à produire, outre leur acte de naissance et les pièces établissant la filiation, tous documents prouvant cette résidence.

F. Empêchements à l'acquisition de la nationalité française

L'article 10 de la loi du 16 mars 1998 modifie l'article 21-27 du code civil qui énumère les cas d'empêchement à l'acquisition de la nationalité française.

1-1 Selon les dispositions de cet article, nul ne peut acquérir la nationalité française (ou être réintégré dans cette nationalité) :

- s'il a été condamné soit pour un crime ou un délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Etat ou un acte de terrorisme, soit, quelle que soit l'infraction considérée, à une peine égale ou supérieure à six mois d'emprisonnement, non assortie d'une mesure de sursis ;

- ou s'il a fait l'objet soit d'un arrêté d'expulsion non expressément rapporté ou abrogé, soit d'une interdiction du territoire français non entièrement exécutée ;

- ou encore si son séjour en France est irrégulier au regard des lois et conventions relatives au séjour des étrangers en France.

1-2 Il est ajouté à l'article 21-27 du code civil un alinéa supplémentaire qui précise que les dispositions de cet article ne sont pas applicables à l'enfant mineur susceptible d'acquérir la nationalité française en application des articles suivants du même code :

- l'article 21-7 du code civil (acquisition automatique de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France) ;

- l'article 21-11 du code civil (acquisition volontaire de la nationalité française entre 13 et 18 ans à raison de la naissance et de la résidence en France) ;

- l'article 21-12 du code civil (acquisition de la nationalité française par un enfant adopté par un Français ou recueilli en France) ;

- et l'article 22-1 du code civil (effet collectif de l'acquisition de la nationalité française).

III - REGLES NOUVELLES CONCERNANT L'ATTRIBUTION DE LA NATIONALITE FRANCAISE

A. Attribution de la nationalité française à l'enfant né en France de parents apatrides ou de parents étrangers dont la nationalité ne se transmet pas à l'enfant (article 19-1 du code civil)

- Le simple fait de la naissance en France ne permet pas en principe l'attribution de la nationalité française.

- Deux articles du code civil prévoient par exception l'attribution de la nationalité française, dès la naissance, à l'enfant né en France, lorsqu'aucune autre nationalité ne peut lui être attribuée, afin de limiter les cas d'apatridie :

- L'article 19 confère la nationalité française à l'enfant né en France de parents inconnus et précise que l'enfant "sera réputé n'avoir jamais été français si, au cours de sa minorité, sa filiation est établie à l'égard d'un étranger et s'il a, conformément à la loi nationale de son auteur, la nationalité de celui-ci".

- L'article 19-1 attribue la nationalité française à l'enfant né en France de parents apatrides, ainsi qu'à l'enfant né en France de parents étrangers à qui n'est attribuée par les lois étrangères la nationalité d'aucun de ses deux parents, sans comporter d'autre précision.

Le régime de ces deux dispositions, a été mis en parallèle par l'article 13 de la loi du 16 mars 1998 qui a ajouté à l'article 19-1 un alinéa précisant que l'enfant, né en France de parents apatrides ou à qui n'est attribuée la nationalité d'aucun des deux parents, "sera réputé n'avoir jamais été français si, au cours de sa minorité, la nationalité étrangère acquise ou possédée par l'un des parents vient à lui être transmise".

Cette précision devra être portée sur le certificat de nationalité française délivré à l'enfant mineur en application de l'article 19-1 du code civil.

La mise en oeuvre de ce texte nécessitant l'application ou l'interprétation d'une loi étrangère, je vous rappelle qu'elle constitue un cas de **consultation obligatoire de la Chancellerie** (circulaire CIV 95/8 - NOR JUS C9520 374 C du 5 mai 1995 relative à la délivrance des certificats de nationalité française).

B. Attribution de la nationalité française à l'enfant né en France d'un parent lui-même né sur le territoire des anciens départements français d'Algérie avant le 3 juillet 1962

L'article 25 de la loi du 16 mars 1998 supprime la condition de résidence régulière en France depuis cinq ans du parent, qui avait été introduite par la loi du 22 juillet 1993 (2° alinéa de l'article 23 de la loi du 9 janvier 1993 tel que modifié par l'article 44 de la loi du 22 juillet 1993).

Le double droit du sol (article 19-3 et 19-4 du code civil) s'applique donc, sans aucune restriction, en faveur de l'enfant né en France d'un parent lui-même né sur le territoire des anciens départements français d'Algérie, avant son indépendance (survenue le 3 juillet 1962).

S'agissant d'une modification relative à l'attribution de la nationalité d'origine, elle s'applique à tous les enfants mineurs à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 1998 conformément aux dispositions de l'article 17-1 du code civil.

Il s'ensuit que la situation des enfants nés en France après le 31 décembre 1993 qui étaient concernés par la loi du 22 juillet 1993 devra être appréciée ou réexaminée à la lumière des dispositions de la loi nouvelle.

...

IV - REGLES NOUVELLES EN MATIERE DE PREUVE DE LA NATIONALITE FRANCAISE

A. Preuve de la nationalité française par la possession d'état des personnes originaires d'Alsace-Moselle

En vertu du Traité de Francfort du 10 mai 1871, le territoire des trois départements actuels (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle) est devenu allemand et les originaires de ce territoire ont perdu la nationalité française sauf option et expatriation effective. En outre, les personnes nées sur ce même territoire de 1871 à 1918 sont considérées comme nées à l'étranger.

Ces territoires ont été réintégrés dans la souveraineté française à dater de l'armistice du 11 novembre 1918. Du point de vue de la nationalité, les Alsaciens-Mosellans ont été réintégrés de plein droit dans la nationalité française (paragraphe 1er de l'annexe à la section V du Traité de Versailles du 28 juin 1919). Ces dispositions sont fondées sur la filiation et visent à restituer, sans rétroactivité, la nationalité française à tous les habitants des territoires considérés et à ceux de leurs descendants qui, si l'annexion de 1871 n'avait pas eu lieu, seraient demeurés français ou l'auraient été le 11 novembre 1918.

Les modalités de cette réintégration ont été organisées par le décret du 11 janvier 1920, modifié par le décret du 2 mai 1938 qui prévoit que cette réintégration doit être constatée par une inscription sur un registre ad hoc tenu à la mairie du domicile ou de la résidence de l'intéressé. L'inscription sur ces registres est une formalité qui peut encore être théoriquement accomplie aujourd'hui.

Cependant, l'écoulement du temps et les destructions intervenues au cours de la seconde guerre mondiale ont rendu la production d'un extrait des registres de réintégration souvent impossible à fournir.

Pour tenir compte de ces difficultés pratiques, la loi du 22 décembre 1961 modifiée par la loi du 29 juin 1971 a permis aux intéressés d'établir leur nationalité française par la seule **possession d'état de français sur une génération**. Il s'agit d'un mode de preuve dérogatoire au droit commun exprimé par l'article 30-2 du code civil qui, en matière de nationalité attribuée par filiation, exige la justification de la possession d'état de français sur deux générations.

L'article 24 de la loi du 16 mars 1998, modifiant l'article 7 de la loi du 22 décembre 1961, **supprime le caractère subsidiaire de la preuve par la possession d'état**.

Ce mode de preuve devient ainsi la preuve par excellence de la nationalité française. La production d'un extrait du registre des réintégrations de plein droit ne sera donc jamais demandée sauf lorsqu'il n'y a aucun autre moyen d'établir la nationalité française de la personne concernée qui n'a jamais eu la possession d'état de français.

Je vous rappelle que **la possession d'état de français est établie par la production de tous documents administratifs faisant état de la qualité de français** (carte d'identité, passeport, livret militaire...).

B. Mentions relatives à la nationalité française en marge des actes de l'état civil et du livret de famille

1) Afin de faciliter la preuve de la nationalité française, la loi du 16 mars 1998 complète l'article 28 du code civil en précisant que sera désormais mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'intéressé toute première délivrance de certificat de nationalité française. Cette mention marginale, portée d'office sur l'acte de naissance puis reproduite sur les copies d'acte, pourra aussi être apposée sur les extraits d'acte de naissance et le livret de famille à la demande des intéressés, ce qui entraînera, à terme, une diminution de la demande de délivrance de certificat de nationalité française.

La notion de "première délivrance" doit s'apprécier au jour de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle.

Pour la mise en oeuvre de cette disposition, toute délivrance d'un certificat de nationalité française **postérieurement au 1er septembre 1998** devra s'analyser en une première délivrance et donnera lieu, par le greffier en chef qui l'a établi, à **l'envoi systématique** d'un avis de mention à l'officier de l'état civil détenteur de l'acte de naissance de l'intéressé.

1-1 Si l'intéressé est né en France, l'avis de mention sera adressé à l'officier de l'état civil de la commune du lieu de naissance selon le modèle annexé à la présente circulaire (annexe 2 - modèle C1).

1-2 Si l'intéressé est né à l'étranger mais réside en France, deux cas peuvent se présenter, selon qu'il dispose ou non d'un acte de naissance détenu par le service central d'état civil du ministère des Affaires étrangères.

a) Si l'intéressé dispose d'un tel acte, le greffier en chef qui aura établi le certificat de nationalité française adressera l'avis de mention au Service central d'état civil 11, rue de la Maison Blanche - 44941 NANTES Cedex 09 selon le modèle d'avis de mention annexé à la présente circulaire (annexe 2 modèle C2).

b) Si l'intéressé justifie ne pas disposer d'acte auprès du service central d'état civil (en produisant notamment les imprimés n°115 ou 64/EC du service central d'état civil) et présente un acte de naissance étranger conforme aux dispositions de l'article 47 du Code civil, le greffier en chef qui aura établi le certificat lui demandera s'il souhaite obtenir la transcription de son acte de naissance ou son établissement par le service central d'état civil.

- En cas de réponse négative, aucun avis de mention ne sera adressé à ce service.

- En cas de réponse positive, le greffier en chef fera remplir et signer par l'intéressé un imprimé de demande d'établissement (ou de transcription) d'acte de naissance et l'adressera au service central d'état civil avec l'avis de mention accompagné des copies des actes d'état civil étrangers, traduites en français et le cas échéant légalisées, fournies à l'appui de la demande de certificat de nationalité française, ainsi que la copie de celui-ci.

...

L'imprimé de demande d'acte et le bordereau de transmission au service central d'état civil seront établis d'après les modèles joints en annexe à la présente circulaire (annexe 2 modèles C4 et C5). Ils seront envoyés à l'adresse suivante : Service central d'état civil - rédaction 1 - 44941 NANTES cedex 9.

1-3 Si l'intéressé est né à l'étranger et réside à l'étranger (compétence des tribunaux spécialisés), je vous rappelle que, conformément au paragraphe II-2-3 de la circulaire CIV. 95/8 précitée du 5 mai 1995, les demandes des personnes qui résident à l'étranger sont en principe instruites par les consuls.

Trois cas peuvent se présenter :

a) si le consul transmet un acte détenu par le service central d'état civil ou figurant dans les registres consulaires d'un autre consul, le greffier en chef adressera l'avis de mention au service central d'état civil selon le modèle d'avis de mention joint en annexe (annexe 2 modèle C2) ;

b) si le consul transmet un acte figurant dans ses registres consulaires, le greffier en chef qui aura établi le certificat de nationalité française l'adressera au consul, pour remise à l'intéressé, avec l'avis de mention établi selon le modèle joint en annexe (annexe 2 modèle C3) ;

c) si le consul transmet un acte étranger, il lui appartient de procéder aux formalités relatives à l'état civil de l'intéressé. Le greffier en chef qui aura établi le certificat de nationalité française l'adressera au consul, pour remise à l'intéressé, avec l'avis de mention établi selon le modèle précédent.

1-4 Si une mention d'acquisition, de réintégration ou de délivrance d'un précédent certificat de nationalité figure déjà en marge de l'acte de naissance de l'intéressé, il n'y aura pas lieu de faire procéder à une nouvelle mention de la délivrance d'un certificat de nationalité.

Si une mention de perte de la nationalité française, dont vous n'avez pas eu connaissance, a été apposée en marge de l'acte de naissance, vous en serez avisé par l'officier de l'état civil qui vous retournera sans délai l'avis de mention de certificat de nationalité française en y joignant une copie de l'acte de naissance.

Vous saisirez alors le bureau de la nationalité en transmettant les pièces aux fins d'éventuelle contestation du certificat de nationalité.

Je vous rappelle qu'il convient d'éviter toute saisine inutile.

2 - La loi du 16 mars 1998 précise par ailleurs que les mentions de nationalité prévues à l'article 28 du code civil seront également portées, à la demande des intéressés, sur les extraits d'acte de naissance et sur le livret de famille. Toutefois, la mention de perte de la nationalité française sera reproduite d'office sur l'extrait d'acte de naissance et sur le livret de famille dès lors qu'elle survient après l'acquisition ou la reconnaissance de cette nationalité dont le bénéficiaire a demandé la mention sur lesdits documents (article 28-1 modifié du code civil).

2-1 Je vous rappelle également que la preuve des faits d'état civil nécessaire à l'établissement des certificats de nationalité française ne peut résulter que de la production des copies intégrales des actes de l'état civil. **Le greffier en chef** du tribunal d'instance est désormais **habilité à les demander directement à l'officier de l'état civil** (cf. article 9 du décret n° 62-921 du 3 août 1962 modifié par le décret n°97-852 du 16 septembre 1997).

2-2 S'il vous paraît utile dans certains cas de demander directement au service central d'état civil des copies d'actes de naissance, vous pouvez déposer votre demande par minitel (taper 3615 FRANCEMONDE*SCEC).

La délivrance d'un acte de naissance par le service central d'état civil à des personnes nées dans des territoires anciennement sous souveraineté française ne dispense pas d'analyser la situation des intéressés et de rechercher, notamment, si leur nationalité française n'a pas été affectée par l'accession à l'indépendance des territoires où ils sont nés.

Par ailleurs, le service central d'état civil ne peut vous adresser, pour les personnes nées à l'étranger, que des actes de l'état civil, ou des extraits de jugements d'extranéité conservés au répertoire civil annexe. Il ne peut vous renseigner sur l'existence d'éventuelles déclarations de perte de la nationalité française concernant des personnes dont l'acte de naissance n'est pas détenu par ce service.

2-3 En outre, les dispositions du décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 portant simplification des formalités administratives dont l'objet est de remplacer dans de très nombreux cas, la production ou la remise de pièces d'état civil par la simple présentation du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou d'une fiche d'état civil ne sont pas applicables aux procédures d'acquisition de la nationalité française ou de délivrance d'un certificat de nationalité (article 5 du décret du 26 septembre 1953 précité).

3) Toutefois et par dérogation à ces dernières règles, des certificats de nationalité française continueront à pouvoir être délivrés aux personnes suivantes lorsqu'elles justifieront de l'impossibilité de se procurer leur acte de naissance :

- les femmes d'origine étrangère et nées à l'étranger ayant acquis de plein droit la nationalité française par mariage avec un conjoint français sous l'empire de l'ordonnance du 19 octobre 1945 (mariages intervenus entre le 22 octobre 1945 et le 11 janvier 1973), sous réserve qu'elles produisent leur acte de mariage et, le cas échéant, leur livret de famille ;

- les personnes françaises nées en Algérie avant le 1er janvier 1963 et ayant conservé de plein droit la nationalité française à la suite de l'indépendance de ce territoire (Cf. paragraphe III de la circulaire 96/4 NOR JUS C 96 20082 C du 7 février 1996), sous réserve qu'elles produisent le livret de famille ou l'acte de notoriété leur servant de preuve de leur état civil depuis l'indépendance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 16 juillet 1962 rappelées au paragraphe n°687 de l'Instruction générale de l'état civil.

Dans ces cas, le greffier en chef qui aura établi le certificat de nationalité française adressera au service central d'état civil, sur demande signée par l'intéressé, l'avis de mention accompagné des pièces d'état civil produites et la copie du certificat de nationalité française aux fins, selon le cas, d'établissement ou de reconstitution de l'acte de naissance des personnes concernées.

L'imprimé de demande d'acte et le bordereau de transmission seront établis d'après les modèles joints en annexe (annexe 2 modèles C4 et C5) et envoyés à l'adresse suivante : service central d'état civil - rédaction 1 - 44941 NANTES cedex 9.

V - REGLES NOUVELLES EN MATIERE DE PERTE DE LA NATIONALITE FRANCAISE:

1) L'article 20 de la loi du 16 mars 1998 répare une omission antérieure dans la rédaction de l'article 23-3 du code civil en précisant que la perte de la nationalité française à la suite de l'exercice d'une faculté de répudiation s'applique également à ceux qui sont visés à l'article 22-3 du code civil, c'est-à-dire aux enfants bénéficiaires de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par l'un de leurs parents et qui ne sont pas nés en France.

2) Les articles 18, 19 et 21 de la loi nouvelle adaptent les dispositions relatives au droit de perdre la qualité de Français à la réforme du service national résultant de la loi du 28 octobre 1997.

L'article 2 de la loi du 28 octobre 1997 portant réforme du service national a maintenu en vigueur le service national dans sa forme traditionnelle, c'est-à-dire le service national actif, à l'égard des jeunes gens nés avant le 1er janvier 1979 et l'a suspendu à l'égard des autres.

Pour les premiers, le service national actif est régi par le Livre II du code du service national.

Pour les seconds, nés à compter du 1er janvier 1979, le service national rénové consiste en une journée d'appel de préparation à la défense.

Le législateur a supprimé la perte de la faculté de répudier la qualité de Français en cas de participation volontaire aux opérations de recensement compte tenu de l'allègement considérable des charges de ce nouveau service national, et ne l'a laissé subsister qu'en cas d'engagement dans les armées françaises (article 20-4 modifié du code civil).

De même, les articles 23-2 et 23-5 du code civil qui privent les Français de sexe masculin de la faculté de perdre leur nationalité tant qu'ils n'ont pas satisfait aux obligations du service national actif sont modifiés. Cette règle ne subsiste qu'en ce qui concerne les personnes soumises aux obligations du Livre II du code du service national, c'est-à-dire au service national dans sa forme traditionnelle.

3) Une précision a été apportée à l'article 25 du code civil relatif à la déchéance de la nationalité française. Cette déchéance est exclue si elle a pour résultat de rendre l'intéressé apatride, ceci afin de mettre le droit français en conformité avec la Convention des Nations Unies de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et la Convention du Conseil de l'Europe sur la nationalité que la France envisage de signer et de ratifier.

Enfin, le cinquième cas envisagé par l'article 25 du code civil (condamnation pour crime à une peine d'au moins cinq ans d'emprisonnement) qui n'entre pas dans les prévisions de la Convention du Conseil de l'Europe précitée est supprimé.

VI - DISPOSITIONS TRANSITOIRES:

1) L'article 32 de la loi du 16 mars 1998 organise, à titre transitoire, le régime juridique des manifestations de volonté qui auront été souscrites en application de l'article 21-7 ancien du code civil avant l'entrée en vigueur de la loi et qui n'auraient pas encore été enregistrées à cette date.

C'est ainsi que la recevabilité de ces manifestations de volonté doit s'apprécier au regard des dispositions des articles 21-7 à 21-11 du code civil applicables à la date de leur souscription. Elles doivent être instruites dans les conditions prévues aux articles 1 à 9 du décret du 30 décembre 1993. Vous procéderez selon les modalités de la circulaire CIV n°93/12 -NOR JUS C 93 21 052 C du 29 décembre 1993 relative à l'application de l'article 21-7 du code civil (loi n° 93-933 du 22 juillet 1993).

2) L'article 33 de la loi nouvelle a pour objet de prévoir la situation des personnes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt-et-un ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi :

2-1 Les alinéas 1 et 2 concernent les personnes âgées de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-et-un ans au 1er septembre 1998 qui, à cette date, n'avaient pas encore souscrit la manifestation de volonté prévue à l'article 21-7 ancien du code civil ou qui, l'ayant souscrite, se sont vu opposer une décision de refus d'enregistrement par le juge d'instance.

Le 1er alinéa prévoit qu'elles acquièrent de plein droit la nationalité française à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 1998 si elles ont, à cette date, leur résidence en France et si elles ont eu leur résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans.

S'agissant de personnes qui peuvent ne pas souhaiter acquérir la nationalité française, il est prévu qu'elles disposent d'une faculté de décliner la qualité de Français qui pourra s'exercer pendant un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

Le deuxième alinéa permet à celles qui, au 1er septembre 1998, ont leur résidence en France mais ne remplissent pas encore la condition de résidence habituelle en France de cinq années prévue à l'article 21-7 du code civil, de réclamer la nationalité française par déclaration lorsqu'elles rempliront cette condition et au plus tard avant l'âge de vingt-et-un ans.

2-2 Le troisième alinéa de l'article 33 a pour objet de prévoir la situation des personnes nées en France de parents étrangers qui, au 1er septembre 1998, sont âgées de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans et ont leur résidence en France mais qui ne rempliront pas à leur majorité la condition de résidence habituelle en France de cinq années prévue à l'article 21-7 du code civil. Il est permis aux intéressés d'exercer leur droit à l'acquisition de la nationalité française par déclaration jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans.

2-3 L'empêchement à l'acquisition de la nationalité française résultant de condamnations pénales, prévu à l'article 21-8 du code civil dans sa rédaction issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993 est rappelé. De telles condamnations pénales ne seront toutefois opposables aux intéressés que si elles ont été prononcées pour des faits commis entre l'âge de dix-huit et celui de vingt-et-un ans.

2-4 L'instruction et l'enregistrement des déclarations souscrites en vertu de l'un des alinéas ci-dessus visés de l'article 33 de la loi obéissent au régime du droit commun des déclarations de nationalité énoncé aux articles 26 et suivants du code civil.

Les modalités de souscription de ces déclarations sont précisées par les articles 30 et 31 du décret n° 98-720 du 20 août 1998.

Des modèles de déclarations sont annexés à la présente circulaire (annexe 1 - modèles D33 al. 1, D33 al. 2 et D33 al. 3).

VII - INFORMATION DU PUBLIC EN MATIERE DE NATIONALITE

Le législateur a entendu affirmer et renforcer, à travers l'article 2 de la loi du 16 mars 1998, le principe de l'obligation d'informer le public sur les dispositions en vigueur en matière de nationalité et plus particulièrement les personnes auxquelles s'applique l'article 21-7 nouveau du code civil.

Une large campagne d'information sera lancée dans les prochains mois. Elle débutera dès le premier septembre prochain par la diffusion, à l'ensemble des services administratifs concernés, d'une plaquette d'information élaborée par le service d'information et de communication du ministère de la Justice, sur l'acquisition de plein droit de la nationalité française à majorité.

Le décret n° 98-719 du 20 août 1998 prévoit les conditions générales de mise en oeuvre de cette information dont le contenu est précisé à l'article 1er.

Expressément désignés à l'article 2-4° du décret précité, **les tribunaux d'instance**, et notamment ceux compétents en matière de nationalité, ont **un rôle de premier plan** dans cette mission d'information et devront y consentir un effort particulier.

Cet effort doit se traduire tant au niveau du contenu de l'information dispensée, que du mode de communication avec le public.

Indépendamment de toute demande de certificat de nationalité française, il conviendra de **renseigner les usagers** par une information générale sur les principes du droit de la nationalité, les conditions d'attribution et d'acquisition de la nationalité française et les facultés offertes pour la décliner ou la répudier, ainsi que sur le nouveau régime d'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité.

* *
*

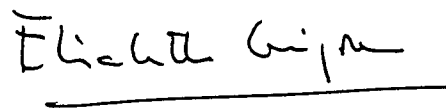
Vous trouverez annexés à la présente circulaire les modèles de déclarations déjà visés établis conformément aux prescriptions du décret n° 98-720 du 20 août 1998, outre ceux intégrant les modifications apportées par ce décret en matière de pièces à produire, ainsi que des modèles d'avis de mention de certificat de nationalité française, d'imprimé de demande d'établissement d'acte de naissance et de bordereau de transmission au service central d'état civil.

Par ailleurs, vous veillerez à intégrer, dans les déclarations souscrites au titre des articles 21-13, 21-14, 32-4 du code civil et de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964, la mention relative à la résidence alternative en cas de séparation ou de divorce en ce qui concerne la résidence habituelle des enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif.

* *
*

Vous voudrez bien saisir la Direction des affaires civiles et du sceau (bureau de la nationalité) du Ministère de la justice des difficultés d'application de la loi nouvelle qui pourraient se présenter.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

A handwritten signature in dark ink, reading "Elisabeth Guigou". The signature is written in a cursive style. Below the signature is a horizontal line.

Elisabeth GUIGOU

A N N E X E S

1. Déclarations de nationalité (14 modèles)

DECLARATION DE NATIONALITE D18-1CC
en vue de répudier la qualité de Français par application de l'article 18-1 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D19-4CC
en vue de répudier la qualité de Français par application de l'article 19-4 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D21-2CC
en vue de réclamer la qualité de Français par application de l'article 21-2 du code civil

DECLARATION DE NATIONALITE D21-8CC
en vue de répudier la qualité de Français par application de l'article 21-8 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D21-11a1CC
en vue de réclamer la qualité de Français par application de l'article 21-11 alinéa 1 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D21-11a2CC
en vue de réclamer la qualité de Français par application de l'article 21-11 alinéa 2 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D21-12CC(A)
souscrite en vue de réclamer la qualité de Français en application de l'article 21-12 du code civil (mineur/e de moins de 16 ans)

DECLARATION DE NATIONALITE D21-12CC(B)
souscrite en vue de réclamer la qualité de Français en application de l'article 21-12 du code civil (mineur/e de plus de 16 ans)

DECLARATION DE NATIONALITE D22-3CC
en vue de répudier la qualité de Français par application de l'article 22-3 alinéa 1 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D22-3a3CC
souscrite en application de l'article 22-3 alinéa 3 du code civil en vue de renoncer à se prévaloir de la faculté de répudiation de la nationalité française prévue par l'article 22-3 alinéa 1 du Code Civil

DECLARATION DE NATIONALITE D24-2CC
en vue de réintégrer la nationalité française en application de l'article 24-2 du code civil

DECLARATION DE NATIONALITE D33a1loi du 16.3.1998
en vue de décliner la qualité de français en application de l'article 33 alinéa 1 de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998

DECLARATION DE NATIONALITE D33al2loi du 16.3.1998
en vue de réclamer la qualité de français en application de l'article 33 alinéa 2 de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998

DECLARATION DE NATIONALITE D33al3loi du 16.3.1998
en vue de réclamer la qualité de français en application de l'article 33 alinéa 3 de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998

2. Etat civil

Avis de mention adressé à l'officier de l'état civil de la mairie du lieu de naissance de l'intéressé/e modèle C1

Avis de mention adressé au Service Central de l'Etat Civil modèle C2

Avis de mention adressé au Consul Général de France modèle C3

Demande d'établissement ou de transcription d'acte de naissance modèle C4

Bordereau d'envoi adressé au Service Central de l'Etat Civil modèle C5

Dossier n°

DECLARATION

en vue de répudier la qualité de Français
par application de l'article 18-1 du Code Civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré :

qu'étant né(e) à l'étranger d'un seul parent français, il (elle) voulait répudier la qualité de français en vertu des dispositions de l'article 18-1 du code civil.

Dossier N°

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

- 1° l'extrait de son acte de naissance ;
- 2° un certificat délivré par les autorités du pays dont il(elle) se réclame établissant qu'il(elle) a, par filiation, la nationalité de ce pays ;
- 3° Tous documents émanant des bureaux du service national établissant qu'il n'a pas contracté d'engagement dans les armées françaises ;
- 4° le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir qu'il (elle) est français(e) en vertu de l'article 18 du code civil et qu'il (elle) remplit les conditions posées par l'article 18-1 du même code ;
- 5° toutes pièces permettant d'apprécier que le parent étranger ou apatride n'a pas acquis la nationalité française.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Dossier n°

DECLARATION

en vue de répudier la qualité de Français
par application de l'article 19-4 du Code Civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré :

qu'étant né(e) en France d'un seul parent né en France, il (elle) voulait répudier la qualité de français en vertu des dispositions de l'article 19-4 du code civil.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

- 1° l'extrait de son acte de naissance ;
- 2° un certificat délivré par les autorités du pays dont il (elle) se réclame établissant qu'il (elle) a, par filiation, la nationalité de ce pays ;
- 3° Tous documents émanant des bureaux du service national établissant qu'il n'a pas contracté d'engagement dans les armées françaises ;
- 4° le certificat de nationalité française, les actes d'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir qu'il (elle) est français(e) en vertu de l'article 19-3 du code civil et qu'il (elle) remplit les conditions posées par l'article 19-4 du même code ;
- 5° toutes pièces permettant d'apprécier que l'un des parents n'a pas acquis la nationalité française.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
en vue de réclamer la qualité de Français
en application de l'article 21-2 du code civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré, qu'ayant contracté mariage

le

avec
Né(e) le

de
né le

et de
née le

de nationalité française, il (elle) voulait réclamer la qualité de Français en vertu des dispositions de l'article 21-2 du code civil.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration :

I. Après avoir justifié de leur identité, les époux attestent sur l'honneur que la communauté de vie subsiste entre eux depuis le mariage.

II. Le (la) déclarant(e) nous remet les pièces suivantes :

1° la copie intégrale de son acte de naissance ;

2° la copie de son acte de mariage ou sa transcription sur les registres consulaires français lorsque le mariage a été célébré à l'étranger ;

3° un certificat de nationalité française ou à défaut, les actes d'état civil ou tout autre document émanant des autorités françaises de nature à établir que son conjoint possédait la nationalité française au jour du mariage et l'a conservé depuis lors ;

4° un extrait de son casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du ou des pays où il (elle) a résidé au cours des dix dernières années ou, lorsqu'il (elle) est dans l'impossibilité de le faire, du pays dont il (elle) a la nationalité ;

5° le(s) document(s) susceptible(s) d'établir la réalité de la communauté de vie des conjoints et corroborant l'attestation sur l'honneur mentionnée au I, également jointe ;

6° le cas échéant, la copie intégrale de l' (des) acte(s) de naissance de l' (des) enfant(s) issu(s) de leur union et l'(les) acte(s) établissant la filiation à l'égard des deux conjoints.

7° le cas échéant, en cas d'unions antérieures, les copies intégrales des actes de mariage et tous documents justifiant leur dissolution.

Effet collectif

III. il (elle) a en outre précisé l'état civil de son (ses) enfant(s) mineur(s) étranger(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce

--

Et le (la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

8° la copie intégrale de l' (des) acte(s) de naissance de cet (ces) enfant(s) ;

9° l' (les) acte(s) établissant la filiation à son égard ;

10° les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui (elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ des délais d'enregistrement et d'opposition d'un an prévus par les articles 21-4 et 26-3 du Code Civil.

Ces pièces seront annexées à la déclaration qui sera transmise au Ministère chargé des Naturalisations pour y être enregistrée, l'acte étant non avenu en l'absence de cette formalité.

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

--

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte. La cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 21-2 constitue une présomption de fraude.

Dossier n°

DECLARATION
en vue de décliner la qualité de Français
par application de l'article 21-8 du Code Civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré :

qu'étant né(e) en France de parents étrangers et

☐ étant susceptible d'acquérir la nationalité française à l'âge de dix huit ans à raison de sa naissance et de sa résidence en France en application des dispositions de l'article 21-7 du code civil

☐ ayant acquis la nationalité française à l'âge de dix huit ans à raison de sa naissance et de sa résidence en France en application des dispositions de l'article 21-7 du code civil,

il (elle) voulait décliner la qualité de français en vertu des dispositions de l'article 21-8 du code civil.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

- 1° L'extrait de son acte de naissance ;
- 2° Un certificat délivré par les autorités du pays dont il (elle) se réclame établissant qu'il (elle) a la nationalité de ce pays ;
- 3° tous documents émanant des bureaux du service national établissant qu'il n'a pas contracté d'engagement dans les armées françaises ;

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
en vue de réclamer la qualité de Français
en application de l'article 21-11 alinéa 1 du code civil

Le

Devant Nous,

_____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré, que né(e) en France de parents étrangers et ayant eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans, il (elle) voulait réclamer la qualité de Français en vertu des dispositions de l'article 21-11 alinéa 1 du code civil.

I. Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° L'extrait de son acte de naissance ;

2° tous documents prouvant qu'il (elle) réside en France à la date de sa déclaration et qu'il (elle) a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans.

Effet collectif

II. Il (elle) a en outre précisé l'état civil de son(ses) enfant(s) mineur(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le (la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

3° la copie intégrale des actes de naissance de ses enfants mineurs étrangers qui résident avec lui(elle) de manière habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce ainsi que les pièces de nature à établir cette résidence ;

4° les actes établissant la filiation à son égard ;

5° les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui(elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de six mois prévu par l'article 26-3 du Code Civil.

Dossier n°

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le(la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
en vue de réclamer la qualité de Français
en application de l'article 21-11 alinéa 2 du code civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est (se sont) présenté(e)(s)

ADRESSE :

le(la,les)quel(le,s) nous a (ont) déclaré qu'il (elle,s) exerçait (ent) l'autorité parentale sur

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

le(la, les) quel(le,s) nous a (ont) déclaré, qu'étant né(e) en France de parents étrangers et ayant eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de huit ans, il(elle, s) voulait(ent) réclamer la qualité de Français en son nom en vertu des dispositions de l'article 21-11 alinéa 2 du code civil.

Le consentement personnel du mineur a été recueilli par le juge d'instance au cours d'un entretien dont il a été dressé procès-verbal.

I. Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la, les) déclarant(e,s) nous a (ont) remis les pièces suivantes dont la production lui (leur) incombe :

1° L'extrait de l'acte de naissance du mineur ;

2° tous documents prouvant que le mineur réside en France à la date de la déclaration et qu'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de huit ans ;

3° Les documents prouvant que le (la, les) déclarant(e,s) exerce(nt) à l'égard du mineur l'autorité parentale.

Effet collectif

II. Il(elle,s) a (ont) en outre précisé l'état civil de l' (des) enfant(s) du mineur résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le (la, les) déclarant(e,s) a (ont) alors produit les pièces suivantes :

4° la copie intégrale de l'(des) acte(s) de naissance de(s) enfant(s) du mineur ;

5° les actes établissant la filiation à son égard ;

6° les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que le mineur ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce.

Nous lui (leur) avons délivré récépissé le en l' (les) informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de six mois prévu par l'article 26-3 du Code Civil.

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le (la, les) déclarant(e, s) a (ont) signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
souscrite en application de l'article 21-12 du code civil
MINEUR(E) DE MOINS DE 16 ANS

Le

Dévant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est (se sont) présenté(e)(s)

ADRESSE :

le(la,les)quel(s,le) nous a (ont) déclaré qu' il (elle,s) exerçait (ent) l'autorité parentale sur

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

a/ cas du (de la) mineur(e) adopté(e) par un(une) français(e) :

que celui-ci (celle-ci) avait été adopté(e) suivant jugement rendu le _____
tribunal de grande instance de _____

par le

par
né(e) le _____ à _____
de nationalité française ;

b/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un (une) français(e)
que celui-ci (celle-ci) avait été recueilli(e) en France et élevé(e)
par
né(e) le _____ à _____
de nationalité française ;

c/ cas du (de la) mineur(e) confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance :
que celui-ci (celle-ci) avait été confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance ;

d/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un organisme public ou privé :

que celui-ci (celle-ci) avait été recueilli(e) en France et élevé(e) dans des conditions lui ayant permis de recevoir pendant cinq années au moins une formation française par : (désignation de l'organisme public ou privé) ;

il(s) (elle) voulai(en)t réclamer en son nom la nationalité française en vertu des dispositions de l'article 21-12 du code civil.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) (les) déclarant(e)(s) nous a (ont) remis les pièces suivantes dont la production lui (leur) incombe :

I. Dans tous les cas :

1° l'extrait de l'acte de naissance du (de la) mineur(e)

2° Tous documents de nature à établir qu'il (elle) réside en France ou, à défaut, que l'adoptant de nationalité française n'a pas sa résidence habituelle en France.

3° les documents prouvant que son (ses) représentant(s) exerce(nt) à son égard l'autorité parentale

II. Selon la situation :

a/ cas du (de la) mineur(e) adopté(e) par un(une) français(e) :

4° une expédition du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption et de la décision d'exequatur lorsque l'adoption a été prononcée à l'étranger

5° le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir que l'adoptant possédait la nationalité française à la date de l'adoption

b/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un (une) français(e)

4° le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir que la personne qui l'a recueilli(e) et élevé(e) possède la nationalité française ;

5° Un certificat attestant que le (la) mineur(e) a été recueilli(e) et élevé(e) en France par cette personne

c/ cas du (de la) mineur(e) confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance :

4° Tout document administratif ou l'expédition des décisions de justice indiquant qu'il (elle) a été confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance

d/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un organisme public ou privé :

4° Tout document attestant qu'il (elle) a été recueilli(e) et élevé(e) en France par un organisme public ou privé et qu'il (elle) a reçu une formation française pendant 5 ans au moins.

Effet collectif

III. Il(elle) a en outre précisé l'état civil de son(ses) enfant(s) mineur(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le(la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

- la copie intégrale de l'(des) acte(s) de naissance de ce(s) enfant(s) .
- les actes établissant la filiation à son égard ;
- les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui (elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce.

Nous lui (leur) avons délivré récépissé le _____ en l'(les) informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le(la,les) déclarant(e,s) a (ont) signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
souscrite en application de l'article 21-12 du code civil
MINEUR(E) DE PLUS DE 16 ANS

Le

Devant Nous, , Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le à

de nationalité :

de

Né le à

et de

Née le à

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré, que résidant en France

a/ cas du (de la) mineur(e) adopté(e) par un(une) français(e) :

Il (elle) avait été adopté(e) suivant jugement rendu le par le tribunal de
grande instance de

par

né(e) le à

de nationalité française ;

b/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un (une) français(e)

Il (elle) avait été recueilli(e) en France et élevé(e)

par

né(e) le _____ à

de nationalité française ;

c/ cas du (de la) mineur(e) confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance :

Il (elle) avait été confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance ;

d/ cas du (de la) mineur (e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un organisme public ou privé :

Il (elle) avait été recueilli(e) en France et élevé(e) dans des conditions lui ayant permis de recevoir pendant cinq années au moins une formation française par : (désignation de l'organisme public ou privé) ;

Il (elle) voulait réclamer la nationalité française en vertu des dispositions de l'article 21-12 du code civil.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

I. Dans tous les cas :

1° l'extrait de l'acte de naissance ;

2° Tous documents de nature à établir qu'il (elle) réside en France ou, à défaut, que l'adoptant de nationalité française n'a pas sa résidence habituelle en France.

II. Selon la situation :

a/ cas du (de la) mineur(e) adopté(e) par un(une) français(e) :

3° une expédition du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption et de la décision d'exequatur lorsque l'adoption a été prononcée à l'étranger ;

4° le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir que l'adoptant possédait la nationalité française à la date de l'adoption.

b/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un (une) français(e)

3° le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir que la personne qui l'a recueilli(e) et élevé(e) possède la nationalité française ;

4° un certificat attestant que le (la) mineur(e) a été recueilli(e) et élevé(e) en France par cette personne.

c/ cas du (de la) mineur(e) confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance :

3° tout document administratif ou l'expédition des décisions de justice indiquant qu'il (elle) a été confié(e) au service de l'aide sociale à l'enfance

d/ cas du (de la) mineur(e) recueilli(e) en France et élevé(e) par un organisme public ou privé :

3° Tout document attestant qu'il (elle) a été recueilli(e) et élevé(e) en France par un organisme public ou privé et qu'il (elle) a reçu une formation française pendant 5 ans au moins.

Effet collectif

III. Il (elle) a en outre précisé l'état civil de son(ses) enfant(s) mineur(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le(la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

- la copie intégrale de l'(des) acte(s) de naissance de cet(s) enfant(s)
- les actes établissant la filiation à son égard.
- les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui (elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Dossier n°

DECLARATION
en vue de répudier la qualité de Français
par application de l'article 22-3 alinéa 1 du Code Civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :	
sexe :	
Né(e) le	à
de nationalité :	
de	
Né le	à
et de	
Née le	à

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré :

que né(e) à l'étranger et devenu(e) français(e) de plein droit par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française ou à la réintégration dans cette nationalité par l'un de ses parents, il (elle) voulait répudier la qualité de français en vertu des dispositions de l'article 22-3 alinéa 1 du code civil.

Dossier N°

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° l'extrait de son acte de naissance ;

2° un certificat délivré par les autorités du pays dont il (elle) se réclame établissant qu'il (elle) a, par filiation, la nationalité de ce pays ;

3° une ampliation du décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française ou une copie de la manifestation de volonté d'acquérir la nationalité française ou de la déclaration d'acquisition de la nationalité française ou de réintégration dans cette nationalité, souscrite par un de ses parents et enregistrée par l'autorité compétente ou le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir que l'un de ses parents a acquis la nationalité française.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
souscrite en application de l'article 22-3 alinéa 3 du code civil
en vue de renoncer à se prévaloir de la faculté de répudiation
de la nationalité française prévue par l'article 22-3 alinéa 1 du Code Civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré :

que né(e) à l'étranger et devenu(e) français(e) de plein droit par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française ou à la réintégration dans cette nationalité par l'un de ses parents, il (elle) bénéficiait de la faculté de répudier la qualité de français prévue par l'article 22-3 alinéa 1 du code civil

qu'il (elle) voulait renoncer au droit de répudier cette qualité conformément aux dispositions de l'article 22-3 alinéa 3 du code civil.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° l'extrait de son acte de naissance ;

2° une ampliation du décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française ou une copie de la manifestation de volonté d'acquérir la nationalité française ou de la déclaration d'acquisition de la nationalité française ou de réintégration dans cette nationalité, souscrite par un de ses parents et enregistrée par l'autorité compétente ou le certificat de nationalité française, les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir que l'un de ses parents a acquis la nationalité française.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
en vue de réintégrer la nationalité française
en application de l'article 24-2 du code civil

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de

Né le _____ à _____

et de

Née le _____ à _____

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré, qu'il (elle) avait perdu sa nationalité française du fait :

[] de l'acquisition d'une nationalité étrangère à raison du mariage avec un étranger ;

[] de l'acquisition par mesure individuelle d'une nationalité étrangère

Et qu'il (elle) voulait réintégrer la nationalité française en vertu des dispositions de l'article 24-2 du code civil.

I. Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le(la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° la copie intégrale de son acte de naissance ;

2° Les actes de l'état civil ou tous documents émanant des autorités françaises de nature à établir qu'il (elle) possédait la nationalité française ;

3° Un certificat établi par les autorités du pays dont il a acquis la nationalité précisant la date d'acquisition et les dispositions de la loi étrangère en vertu desquelles cette nationalité a été acquise ;

4° Tous documents publics ou privés de nature à rapporter la preuve qu'il (elle) a conservé ou acquis avec la France des liens manifestes d'ordre culturel, professionnel, économique ou familial.

Effet collectif

II. Il (elle) a en outre précisé l'état civil de son(ses) enfant(s) mineur(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le (la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

5° la copie intégrale de l'(des) acte(s) de naissance de ce(s) enfant(s) ;

6° les actes établissant la filiation à son égard ;

7° les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui (elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

FRANCISATION DEMANDEE

[] oui

[] non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE :

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Dossier n°

DECLARATION
en vue de décliner la qualité de Français
par application de l'article 33 alinéa 1
de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité
(souscrite avant le 1er septembre 1999)

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le _____ à _____

de nationalité :

de
Né le _____ à _____

et de
Née le _____ à _____

ADRESSE :

il (elle) nous a déclaré :

qu'étant né(e) en France de parents étrangers, âgé(e) de plus de 18 ans et de moins de 21 ans à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 précitée et ayant acquis la nationalité française à cette date en application de l'article 33 de ladite loi à raison de sa naissance et de sa résidence en France, il (elle) voulait décliner la qualité de français en vertu des dispositions de l'article 33 alinéa 1 de ladite loi.

Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° L'extrait de son acte de naissance ;

2° Un certificat délivré par les autorités du pays dont il (elle) se réclame établissant qu'il (elle) a la nationalité de ce pays ainsi que les dispositions de la loi étrangère applicables ;

3° tous documents émanant des bureaux du service national établissant qu'il n'a pas contracté d'engagement dans les armées françaises ;

4° Le certificat de nationalité française ou les actes de l'état civil et tous documents de nature à établir qu'il (elle) est français en vertu de l'article 33 de la loi du n° 98-170 du 16 mars 1998 précitée.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
en vue de réclamer la qualité de Français
en application de l'article 33 alinéa 2
de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité
(souscrite jusqu'à l'âge de 21 ans)

Le

Devant Nous, _____, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :	
sexe :	
Né(e) le	à
de nationalité :	
de	
Né le	à
et de	
Née le	à

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré, que né(e) en France de parents étrangers, âgé(e) de plus de dix huit ans et de moins de vingt et un an à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 précitée et ayant eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans, il (elle) voulait réclamer la qualité de Français en vertu des dispositions de l'article 33 alinéa 2 de ladite loi.

I. Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° L'extrait de son acte de naissance ;

2° tous documents prouvant qu'il (elle) réside en France à la date de sa déclaration et qu'il (elle) a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans.

Effet collectif

II. Il (elle) a en outre précisé l'état civil de son(ses) enfant(s) mineur(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le (la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

3° la copie intégrale des actes de naissance de son (ses) enfant(s) mineur(s) étrangers qui résident avec lui (elle) de manière habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce ainsi que les pièces de nature à établir cette résidence ;

4° les actes établissant la filiation à son égard ;

5° les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui (elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le (la) déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Dossier n°

DECLARATION DE NATIONALITE FRANCAISE
en vue de réclamer la qualité de Français
en application de l'article 33 alinéa 3
de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité
(souscrite jusqu'à l'âge de 21 ans)

Le

Devant Nous,

, Juge au Tribunal d'instance de

s'est présenté(e)

NOM et PRENOMS :

sexe :

Né(e) le

à

de nationalité :

de

Né le

à

et de

Née le

à

ADRESSE :

Il (elle) nous a déclaré, que né(e) en France de parents étrangers, âgé(e) de plus de seize ans et de moins de dix huit ans à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 précitée et ayant eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans, il (elle) voulait réclamer la qualité de Français en vertu des dispositions de l'article 33 alinéa 3 de ladite loi.

I. Pour justifier de la recevabilité de sa déclaration, le (la) déclarant(e) nous a remis les pièces suivantes dont la production lui incombe :

1° L'extrait de son acte de naissance ;

2° tous documents prouvant qu'il(elle) réside en France à la date de sa déclaration et qu'il (elle) a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans.

Effet collectif

II. Il (elle) a en outre précisé l'état civil de son(ses) enfant(s) mineur(s) résidant avec lui (elle) de façon habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce :

--

Et le (la) déclarant(e) a alors produit les pièces suivantes :

3° la copie intégrale des actes de naissance de son(ses) enfant(s) mineur(s) étrangers qui résident avec lui (elle) de manière habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce ainsi que les pièces de nature à établir cette résidence.

4° les actes établissant la filiation à son égard

5° les pièces de nature à établir que cet (ces) enfant(s) a (ont) la même résidence habituelle que lui (elle) ou réside(nt) alternativement avec lui(elle) dans le cas de séparation ou de divorce.

Nous lui avons délivré récépissé le _____ en l'informant que la date de ce récépissé détermine le point de départ du délai d'enregistrement de 6 mois prévu par l'article 26-3 du code civil.

FRANCISATION DEMANDEE

☐ oui

☐ non

La demande de francisation doit être formulée séparément.

Après lecture faite, le déclarant(e) a signé avec Nous.

cadre réservé à la mention d'enregistrement

Enregistrée par nous :

Juge au tribunal d'instance de :

Sous le n°/.....

DATE :

SIGNATURE DU MAGISTRAT D'INSTANCE

Conformément à l'article 26-4 du code civil, l'enregistrement d'une déclaration peut être contestée par le ministère public en cas de mensonge ou de fraude dans le délai de deux ans à compter de leur découverte.

Monsieur l'Officier d'Etat Civil
Mairie

A V I S D E M E N T I O N

Référence : Dossier n° - CNF n°

En exécution des dispositions de l'article 28 du code civil et de l'article 6 du décret n° 80-308 du 25 avril 1980, j'ai l'honneur de vous demander de porter en marge de l'acte de naissance de :

NOM :

Prénom(s) :

Référence de l'acte de naissance :

Né(e) le

à

Département :

(Pour Paris, Marseille et Lyon, mettre le n° de l'arrondissement).

Adresse :

la mention suivante :

Certificat de nationalité française délivré par le greffier en chef
du tribunal d'instance de
le
sous le n°

Le greffier en chef
(signature et cachet)

IMPORTANT : Lorsque la mention a été portée sur le registre conservé à la mairie, le présent avis doit être transmis au greffe du tribunal de grande instance.

Récépissé
d'avis de mention
ETAT CIVIL

Le greffier en chef deest informé de ce que suite à son
avis en date du,

☐ la mention prescrite par l'article 28 du code civil et par l'article 6 du décret n°
80-308 du 25 avril 1980 a été apposée.

Référence TI

☐ la mention n'a pas été apposée puisqu'une mention de nationalité y figurait déjà.

Dossier n°

CNF n°

Le

L'officier de l'état civil
(signature et cachet)

TRIBUNAL D'INSTANCE

le

Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères
Service Central de l'Etat Civil
11, rue de la Maison Blanche
44941 NANTES CEDEX 09

AVIS DE MENTION

Référence : Dossier n° - CNF n°

En exécution des dispositions de l'article 28 du code civil et de l'article 6 du décret n° 80-308 du 25 avril 1980, j'ai l'honneur de vous demander de porter en marge de l'acte de naissance de :

NOM : Prénom(s) :

Référence de l'acte de naissance :

Né(e) le à
Pays :

Adresse :

la mention suivante :

Certificat de nationalité française délivré par le greffier en chef
du tribunal d'instance de
le
sous le n°.....

Le greffier en chef
(signature et cachet)

Récépissé
d'avis de mention
ETAT CIVIL

Le greffier en chef deest informé de ce que suite à son
avis en date du
☐ la mention prescrite par l'article 28 du code civil et par l'article 6 du décret n°
80-308 du 25 avril 1980 a été apposée.
☐ la mention n'a pas été apposée puisqu'une mention de nationalité y figurait déjà.

Référence TI
Dossier n°
CNF n°

Le

L'officier de l'état civil
(signature et cachet)

TRIBUNAL D'INSTANCE

le

Monsieur le Consul Général de France
à
S/C. des services de la Valise diplomatique
128 bis, rue de l'Université
75351 PARIS 07 SP

AVIS DE MENTION

Référence : Dossier n° - CNF n°

En exécution des dispositions de l'article 28 du code civil et de l'article 6 du décret n° 80-308 du 25 avril 1980, j'ai l'honneur de vous demander de porter en marge de l'acte de naissance de :

NOM :

Prénom(s) :

Référence de l'acte de naissance :

Né(e) le

à

Pays :

Adresse :

la mention suivante :

Certificat de nationalité française délivré par le greffier en chef
du tribunal d'instance de
le
sous le n°

Le greffier en chef
(signature et cachet)

Récépissé
d'avis de mention
ETAT CIVIL

Le greffier en chef de est informé de ce que suite à son
avis en date du,
☐ la mention prescrite par l'article 28 du code civil et par l'article 6 du décret n°
80-308 du 25 avril 1980 a été apposée.
☐ la mention n'a pas été apposée puisqu'une mention de nationalité y figurait déjà.

Référence TI
Dossier n°
CNF n°

Le

L'officier de l'état civil
(signature et cachet)

Je, soussigné(e), _____, né(e) le _____ à _____
sollicite l'établissement de mon acte de naissance par le service central de l'état civil
du ministère des affaires étrangères.

Date :

signature

- Cette demande est transmise au service central de l'état civil par le greffier en chef et son traitement peut nécessiter un délai de plusieurs mois, dû notamment à l'acheminement des documents dans les consulats français à l'étranger.

- D'autres pièces nécessaires à l'établissement de l'acte demandé pourront vous être réclamées.

- Les interventions auprès du service central de l'état civil devront se limiter aux faits nouveaux ou aux changements d'adresse puisqu'un accusé de réception vous sera adressé soit par le service central de l'état civil, soit par le consulat territorialement compétent.

Copie remise à l'intéressé(e)

Partie à détacher et accusé de réception à retourner par le service central de l'état civil ou le consulat compétent à l'intéressé(e)

Dossier reçu le

Acte en cours ☐ d'établissement n° dossier :
☐ de transcription .

A _____, le

Signature

Paris, le

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
Service Central de l'Etat Civil
Rédaction 1
11, rue de la Maison Blanche
44941 NANTES CEDEX 09

REF. : Dossier N°

- CNF N°

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION	Nombre	OBSERVATIONS
Copie du certificat de nationalité française		Transmis pour établissement de l'acte de naissance.
Pièces d'état civil		
Avis de mention		
Demande de l'intéressé(e)		

Le greffier en chef